

véhicules à moteur, sont passées de 4 045 millions de dollars à 9 178 millions de dollars. Si le Nicaragua socialiste a quelque chance de survie, le Canada y découvrira peut-être, comme à Cuba, de nombreuses possibilités d'échanges avantageux.

La révolution nicaraguayenne montre qu'une petite nation peut briser les chaînes du passé et instaurer un nouvel ordre. Mais cette petite nation ravagée par la guerre est aussi aux prises avec des problèmes

économiques considérables: une inflation maintenant supérieure à 25 pour cent, des pénuries alimentaires, aucune perspective de croissance pour un produit national brut de 2,1 milliard de dollars et les aléas d'une monoculture essentielle qui n'échappe pas aux vicissitudes du marché mondial. Il n'y a pas de *caudillo* ou de junte — socialiste ou capitaliste — qui puisse résoudre ces problèmes à court terme, et peut-être pas non plus à long terme.

Bilan de l'Administration Carter

par Charles R. Foster et Anne L. Vorce

D'ores et déjà engagé dans la seconde moitié de son mandat, l'Administration Carter poursuit une politique étrangère dont la ligne directrice échappe encore aux observateurs, tant au pays qu'à l'étranger. Malgré un certain nombre d'initiatives importantes, entourées d'une publicité efficace, sa conduite des affaires étrangères demeure vague et déconcertante aux yeux de ses amis comme de ses adversaires. Sur le plan intérieur, les sondages d'opinion révèlent que les Américains mettent désormais en doute l'aptitude de Jimmy Carter à bien conduire les affaires étrangères de la nation. Déconcertés par les hésitations de l'Administration sur la scène internationale, les alliés des États-Unis se demandent dans quelle mesure ceux-ci tiendront leurs engagements relatifs à la sécurité, aux droits de l'homme et à la stabilité du dollar dans le contexte de l'économie mondiale. La politique étrangère de l'équipe Carter est perçue comme étant une suite d'improvisations disjointes élaborées sous la pression d'événements nationaux ou internationaux.

La politique étrangère de l'Administration Carter est néanmoins plus substantielle que ne le laissent croire les apparences. L'équipe dirigeante actuelle n'est pas la première à se retrouver dans une position précaire; en fait, notre description de la situation n'est pas très éloignée de l'évaluation que faisait Zbigniew Brzezinski de la politique étrangère de l'Administration Nixon à mi-parcours. Il convient donc de procéder de la même manière que M. Brzezinski, et d'établir le bulletin de l'équipe Carter.

Si l'on veut évaluer la politique étrangère de l'Administration Carter avec sérieux, il convient d'en séparer le contenu et le style, bien que les deux soient interreliés. Selon l'opinion populaire, les affaires étrangères ont été conduites de façon «amateur» et ponctuelle. Toutefois, si l'on y regarde de plus près, la philosophie générale de l'Administration repose sur l'alliage d'un activisme planétaire plutôt sophistiqué

et d'un zèle messianique teinté de naïveté. Les écrits et discours antérieurs de Brzezinski constituent les fondements théoriques de sa politique extérieure. Fidèle à la doctrine «architecturale» que Brzezinski a articulé autour de la théorie du trilatéralisme, l'Administration s'est efforcée dans un certain nombre de secteurs de localiser les conflits par le biais de négociations multilatérales. Elle a tenté de redonner aux États-Unis leur rôle de leader mondial tant sur le plan de l'influence morale que sur celui du pouvoir.

Projets ambitieux

Au début de son mandat, l'Administration Carter n'a pas ménagé les efforts oratoires pour tenter de faire connaître ses projets par trop ambitieux concernant l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Face à des événements allant parfois carrément à l'encontre de ses promesses, l'Administration n'a pas su démontrer que les intérêts primordiaux des États-Unis commandaient ses compromis. A de nombreuses reprises, les déclarations ont été en contradiction flagrante avec la réalité. Son style sophistiqué a fait naître de vains espoirs. Élu sur la foi de sa moralité, Carter devait d'abord et avant tout son accession au pouvoir à son éloquence messianique issue de la plus pure tradition de la diplomatie libérale américaine. Par conséquent, ses actions ont été surtout interprétées dans la perspective de sa position moraliste. C'est ce qui s'est produit en particulier avec sa politique relative aux droits de l'homme. Façonnée en bonne partie par des

M. Charles R. Foster est secrétaire d'administration du Committee on Atlantic Studies à Washington, D.C. Il fait aussi partie du U.S. Office of Education. M^{me} Anne L. Vorce poursuit des études avancées au Johns Hopkins School of Advanced International Studies et travaille à la Bibliothèque du Congrès. L'article ci-contre n'engage que les auteurs.